

multilatéraux et régionaux est grand et plus le système est fragmenté, plus il sera difficile de s'entendre sur des règles et des procédures. Plus nos intérêts économiques sont définis en termes régionaux à l'exclusion de l'ordre multilatéral, plus il sera difficile de rassembler une masse critique de pays disposés à aller de l'avant. Même si l'Uruguay Round s'est adéquatement attaqué aux problèmes qui avaient cours en 1982, il est de plus en plus nécessaire que nous nous attaquions aux problèmes de 1995 et des années à venir, et cette nécessité risque de n'être satisfaite que par les seuls arrangements régionaux. Le récent affrontement entre les États-Unis et le Japon dans le dossier de l'automobile montre à quel point un mécanisme de règlement des différends même renforcé peut être impuissant lorsque l'existence des règles n'est pas claire.

Il est improbable que toute tentative d'imposer des restrictions additionnelles à la croissance et à la structure des arrangements régionaux arrive à elle seule à résoudre le problème de la cohérence dans le système économique mondial. Il n'est pas non plus clair que de telles restrictions soient souhaitables compte tenu du fait que le régionalisme peut être un moteur aussi puissant de libéralisation. Il serait préférable de reconnaître que la question fondamentale n'est pas le régionalisme lui-même mais la nécessité pour le système multilatéral de suivre le rythme des changements mondiaux et technologiques, et de se concentrer sur l'établissement d'un consensus qui permette d'aller de l'avant. Il nous faut au minimum faire état de progrès en ce qui concerne le programme de l'OMC, surtout après les avatars que nous avons connus dans le dossier des services financiers. La myopie ou, pire encore, la complaisance affaiblira non seulement nos chances de réaliser des progrès dans les futures négociations sur les télécommunications, les marchés publics ou les règles sur les obstacles techniques, mais minera encore plus la crédibilité de l'ensemble du système de l'OMC.

La première conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Singapour à la fin de l'an prochain, s'annonce également comme un banc d'essai décisif. On s'attend de plus en plus à ce que cette première réunion ministérielle, si elle ne lance pas une nouvelle ronde de négociations, débouche sur un programme de travail progressiste pour la nouvelle organisation. On devrait notamment prévoir de creuser la question des normes et des obstacles techniques au commerce. Avec la réduction des barrières tarifaires à la frontière, ces « murs » internes constituent la nouvelle position de repli du protectionnisme. Une deuxième question essentielle est celle de l'investissement. L'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] a franchi une étape importante en amorçant de nouvelles négociations sur un accord multilatéral sur l'investissement. Toutefois, s'il existe un secteur de l'économie internationale qui soit réellement « mondialisé », c'est bien celui de l'investissement. Il nous reste encore à répondre à la question